



Alors que les dissensions perdurent, Pence tend la main à l'UE

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 23 février 2017

[wsws.org](#) 22 février 2017

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#),
[Militarisation](#)

Les politiciens et les médias européens ont réagi à la tournée du vice-président américain Mike Pence en Europe en y voyant l'occasion d'améliorer les relations avec le gouvernement Trump. Ses remarques lors de la conférence de Munich sur la sécurité le week-end dernier et devant l'Union européenne (UE) à Bruxelles lundi, peu de temps après le limogeage par Trump de son Conseiller à la Sécurité nationale, le général pro-russe Michael Flynn, ont souligné l'engagement de Washington envers l'alliance avec l'Europe dans le cadre de l'OTAN, sur la prémisse d'une attitude belliqueuse envers la Russie.

Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, Pence a déclaré que « les États-Unis d'Amérique soutiennent fermement l'OTAN et feront preuve d'un engagement inébranlable envers cette alliance transatlantique ». Il a dit que le gouvernement américain « continuerait à tenir la Russie responsable de ses actes ». Il a aussi appuyé les appels de la classe dirigeante en Europe à accélérer le réarmement, en particulier en Allemagne, exigeant que l'Europe contribue « sa juste part à notre défense commune ».

À Bruxelles, Pence a réaffirmé « le ferme engagement des États-Unis à poursuivre leur coopération et leur partenariat avec l'Union européenne [...] Quels que soient nos différends, nos deux continents partagent le même passé, les mêmes valeurs et surtout le même but : promouvoir la paix et la prospérité à travers la liberté, la démocratie et la primauté du droit. »

Après ces remarques, les fonctionnaires de l'UE se sont précipités pour soutenir le gouvernement le plus à droite de l'histoire des États-Unis, auquel est opposée la majorité écrasante de la population dans la plupart des pays européens. Alors même que le gouvernement Trump prépare ouvertement une rafle massive d'immigrants aux États-Unis et des attaques brutales contre les services sociaux essentiels, ils se sont précipités pour accepter de bonne foi les assurances de Pence que Trump est un défenseur de la liberté et de la démocratie.

« J'ai entendu des mots prometteurs pour l'avenir, des mots qui expliquent beaucoup la nouvelle approche à Washington », a déclaré le président de la Commission européenne, Donald Tusk, à Bruxelles après sa rencontre avec Pence. « Nous comptons, comme toujours par le passé, sur le soutien sans réserve et sans équivoque des États-Unis - je le répète, sans équivoque - à l'idée d'une Europe unie. »

M. Tusk a toutefois précisé que les remarques de Pence, tout en s'écartant des positions précédentes, n'avaient pas pleinement répondu aux préoccupations de l'UE à l'égard de

Trump. Tusk a fait allusion à certaines déclarations de Trump qui sont inacceptables pour les sections dominantes de la classe dirigeante européenne, notamment sur l'utilisation des armes nucléaires en Europe, le rejet de l'OTAN comme « obsolète », l'exigence que l'Allemagne achète plus d'automobiles américaines et ses félicitations à la Grande-Bretagne pour sa sortie de l'UE ; UE que Trump avait désignée comme « un véhicule pour l'Allemagne ».

« Trop de nouvelles opinions, parfois surprenantes, ont été exprimées au cours de cette période sur nos relations, et notre sécurité commune, pour que nous puissions prétendre que tout est comme avant », a-t-il déclaré.

Les préoccupations de Tusk ont été reprises par les responsables allemands avant que Pence ne prenne la parole à Munich. « Nos amis américains savent bien que votre ton sur l'Europe et l'OTAN a un impact direct sur la cohésion de notre continent », a déclaré la ministre allemande de la Défense Ursula von der Leyen lors de la conférence de Munich. Elle a implicitement attaqué la déclaration de Trump selon laquelle Washington est à égale distance de Berlin et de Moscou, déclarant : « Il ne peut y avoir de politique à équidistance de nos alliés et de ceux qui remettent en question nos valeurs, nos frontières et le droit international. »

La réaction des responsables de l'UE à la visite de Pence souligne que les travailleurs et les jeunes qui cherchent à s'opposer à Trump ne peuvent pas compter sur la classe capitaliste européenne. Après avoir imposé près d'une décennie d'austérité profonde et d'attaques contre les immigrants, les puissances européennes n'ont aucune objection de principe aux politiques antidémocratiques de Trump, telles que son interdiction musulmane inconstitutionnelle et ses plans pour les expulsions massives d'immigrants. Leur souci est d'établir des relations avec l'impérialisme américain qui leur permettent de continuer à affirmer leurs propres intérêts impérialistes à l'échelle internationale.

Aucune des tensions économiques et stratégiques historiques entre les capitalismes américain et européen qui ont été révélées par les déclarations de Trump contre l'OTAN n'a été résolue. En effet, Washington et l'UE n'en parlent pas publiquement. Pence n'aurait apparemment pas soulevé la question des négociations de libre-échange transatlantiques du TTIP qui sont en échec depuis les critiques émises par les responsables allemands et français l'an dernier.

Au contraire, Washington et l'Union européenne utilisent avec témérité la marche vers la guerre lancée contre la Russie sous Barack Obama, qui s'est allié avec Berlin pour soutenir un coup d'État de 2014 qui a renversé un régime pro-russe en Ukraine, pour masquer leurs différends et justifier une augmentation immense et impopulaire des dépenses militaires de l'UE. Cela aligne l'UE sur le Parti démocrate aux États-Unis, qui mène une campagne de presse pour attaquer Trump par la droite, le traitant comme un pion de la Russie.

Bloomberg News a conclu que « les responsables européens ont obtenu ce dont ils avaient besoin de la part du gouvernement pour l'instant », citant Judy Dempsey du groupe de réflexion Carnegie Europe à Berlin : « Le message que Merkel a donné aux États-Unis est tout à fait clair : si la violence continue à s'étendre dans l'est de l'Ukraine, comment allez-vous l'arrêter ? Comment allez-vous les ramener à la table des négociations ? Allez-vous laisser Poutine établir les règles du jeu ? Et ils ont écouté. »

Mike Pence a clairement indiqué que son patron soutient l'OTAN et que les États-Unis respecteront leurs obligations envers l'alliance. Dans une période d'incertitude générale, ce sont de bonnes nouvelles », a écrit la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. « Les Européens savent qu'ils doivent faire plus d'efforts sur la politique de sécurité, mais ils sont également réalistes : sans l'Amérique, ils ne peuvent pas faire face à des menaces vraiment majeures. »

Thierry de Montbrial, directeur de l'Institut français des Relations internationales (IFRI), a déclaré au *New York Times* que Pence avait réussi à « citer l'Évangile dont les gens avaient besoin au sujet de l'importance de l'alliance transatlantique. » Montbrial a aussi salué le soutien de Pence au réarmement européen : « Il a dit clairement qu'il voulait que l'Europe soit plus forte, ce qui est en quelque sorte un bon changement par rapport au passé, lorsque Washington était sceptique quant à une défense européenne plus forte ».

Malgré tous ces éloges pour la tournée de Pence, il est difficile de savoir combien de temps durera le dégel actuel dans les relations de Trump avec l'UE. Parmi les problèmes que ce dégel pourrait rencontrer, il y a ceux du conflit politique et de l'instabilité qui se développent au sein de l'Europe même, à la suite de l'escalade de la colère sociale dans la classe ouvrière, de la montée électorale des partis d'extrême droite sur le continent, et du Brexit.

Tout en admettant que « Pence joue l'apaisement auprès de l'UE », *Le Monde* écrit : « Ses propos sont toutefois restés très généraux, comme si son administration se voulait soudain prudente, ou en attente d'un dialogue plus approfondi avec les dirigeants qui, dans quelques mois, prendront les rênes du pouvoir, à l'issue des élections en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, voire en Italie. »

Remarquablement, selon un reportage détaillé de *Reuters*, mais démenti par la Maison Blanche, le stratège politique néo-fasciste de Trump, Steve Bannon, aurait parlé aux diplomates allemands avant le voyage de Pence pour répéter que l'UE avait des « défauts ». Il aurait fait des commentaires semblables à ceux qu'il avait exprimés lors d'une conférence au Vatican en 2014, qu'il ne « croit pas à ce type d'Union paneuropéenne » et que l'Europe occidentale était fondée sur « de forts mouvements nationalistes ».

Des sources de *Reuters* ont indiqué que les propos de Bannon confirmaient la préoccupation de Berlin que Trump n'ait « aucune reconnaissance du rôle de l'UE pour assurer la paix et la prospérité dans l'après-guerre en Europe. « Il semblerait qu'il n'y ait aucune compréhension à la Maison Blanche qu'un échec de l'UE aurait de graves conséquences, » a déclaré [une] source. »

Les pays de l'UE sont divisés, cependant, et des tensions intenses entre les États-Unis et l'UE subsistent. Hier, le président français François Hollande a annoncé un sommet de quatre puissances à Versailles pour le 6 mars entre l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne. « [N]ous sommes les quatre pays les plus importants », a déclaré Hollande sans ambages, « et il nous revient de dire ce que nous voulons faire avec d'autres, ensemble », en Europe.

Selon *Le Monde*, cela reflète un changement de politique à Berlin, qui, après le vote du Brexit a insisté sur le maintien de l'unité et de l'égalité formelle des 27 autres États restants de l'UE. Après l'élection de Trump, cependant, les cercles dirigeants à Berlin auraient changé de cap, *Le Monde* cite un diplomate : « Ils sont arrivés à la conclusion que l'on ne

peut lier notre destin à un pays membre réfractaire, qu'il faut pouvoir avancer à plusieurs sans attendre un accord à l'unanimité. »

Alex Lantier

Article paru en anglais, WSWS, le 22 février 2017

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Alex Lantier](http://wsws.org), wsws.org, 2017

Articles Par : [Alex Lantier](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca